

### CLERGÉ

## JUIGNÉ, Antoine-Eléonor-Léon LECLERC de

(1728 - 1811)

*Archevêque de Paris, duc de Saint-Cloud, pair de France*

Initialement opposé à la réunion des trois ordres, il se résolut le 27 juin, après des manifestations dirigées contre lui, à se joindre à ses collègues du Tiers. Il fit chanter un *Te Deum* à l'issue de la nuit du 4 août et renonça aux dîmes le 11. Il prêta le serment civique

le 14 avril 1790, mais obtint du roi, quelque temps après, l'autorisation de quitter la France. Il démissionna de sa fonction d'archevêque lors de la conclusion du Concordat et revint en France en 1802.



## MONTESQUIOU, François-Xavier-Marc-Antoine de

(1757 - 1832)

*Agent général du clergé*

Hostile à la réunion des trois ordres et au vote par tête, il s'opposa également à la constitution civile du clergé et à la Constitution de 1791.

Emigré en Angleterre après le 10 août, il rentra en France après le 9 thermidor et fit partie, en 1814, du gouvernement provisoire qui prépara la Restauration.



## CHEVREUIL François-Charles

(mort en 1792)

*Chancelier de l'Eglise et de l'Université de Paris, vicaire général du diocèse de Paris*

Son nom ne figure pas aux procès-verbaux des débats publiés par le *Moniteur*.

## GROS Joseph-Marie

(1742-3 septembre 1792)

*Curé de Saint-Nicolas-du-Chardonnet*

Attaché à l'ancien régime, il siégea à la droite de l'Assemblée et refusa de prêter le serment civique. Incarcéré

à la prison des Carmes comme contre-révolutionnaire, il fut victime des massacres de septembre.

40 députés

CLERGÉ

**CHEVREUX Dominique-Ambroise-Auguste**

(1728 -1792)

*Général de la congrégation de Saint-Maur*

**F**ut l'un des premiers, le 11 août, à abandonner ses dîmes aux mains de la nation. Il ne tarda pas, cependant, à se prononcer contre la Révolution ; détenu à Paris, il fut victime des massacres de septembre.

**DUMOUCHEL Jean-Baptiste**

(1737 - 1820)

*Recteur de l'Université de Paris*

**F**avorable à la constitution civile du clergé, il fut élu secrétaire de l'Assemblée et prêta le serment civique le 10 février 1790. Nommé évêque du Gard en mars 1791, il retourna à la vie civile après l'abolition du culte.

**LEGROS Jean-Charles-François**

(1712 -1790)

*Chanoine de la Sainte-Chapelle, prévôt de Saint-Louis du Louvre, directeur de la Maison et Société royale de Navarre*

**I**l marqua peu dans l'assemblée et mourut en janvier 1790.

**RUFFO de BONNEVAL Sixte-Louis-Constant**

(1742 -1820)

*Chanoine à Paris, abbé et seigneur de l'abbaye de Saint-Léonard de Corbigny*

**I**l siégea parmi les modérés, demanda le rappel à l'ordre de Robespierre, n'approuva pas la constitution civile du clergé. Signataire de la protestation du 15 septembre 1791 contre les actes de la Constituante, il émigra peu après.

**VEYTARD François-Xavier**

(1734 - 1797)

*Curé de Saint-Gervais, docteur de la faculté de théologie de Paris*

**I**l fut l'un des premiers de son ordre à se réunir au Tiers et fut membre de la députation chargée de rétablir le calme à Paris le 10 juillet 1789. Effrayé du progrès de la Révolution, il démissionna de son mandat et fut remplacé le 3 novembre 1789. Il refusa de prêter le serment ecclésiastique, fut remplacé à la cure de Saint-Gervais en février 1791, puis émigra en Espagne où il mourut.

### CLERGÉ

## BARMOND, Charles-François PERROTIN de

(1759 - 1795)

*Conseiller-clerc au parlement de Paris*

Secrétaire de l'Assemblée, il s'opposa en vain à ce que l'abolition du "droit de triage" ait un effet rétroactif. Il devint suspect en raison de son attitude

défavorable aux idées révolutionnaires, fut arrêté en juillet 1790 pour avoir donné asile à un noble évadé. Mort en émigration à Presbourg (Hongrie).



### NOBLESSE

## CLERMONT-TONNERRE Stanislas-Marie-Adélaïde, comte de

(1757 - 1792)

*Colonel attaché au régiment de Royal-Navarre*

Il fut à la tête de la minorité de la noblesse qui se réunit au Tiers et vota l'abolition des privilèges. Membre du comité de rédaction de la Constitution, il demanda que tous les citoyens actifs, quelle que soit leur profession ou leur religion soient

éligibles et admissibles à tous les emplois, et se prononça pour le principe des deux chambres et le veto royal. Accusé d'avoir favorisé la fuite du roi en juin 1791, il fut massacré par la foule le 10 août 1792.



## LA ROCHEFOUCAULD d'ENVILLE Louis-Alexandre, duc de

(1743 - 1792)

*Pair de France, maréchal de camp, membre honoraire de l'Académie des Sciences*

Partisan d'une monarchie constitutionnelle, ami de Franklin et de La Fayette, il fut l'un des premiers à se réunir au Tiers et fit mettre à l'ordre du jour la question de la liberté des Noirs. Il prit une part active aux débats sur la Constitution : il proposa notamment d'adjoindre à l'Assemblée unique un "conseil examinateur" consultatif et

soutint la motion tendant à déclarer nationale la religion catholique, bien qu'il fût favorable à l'abolition des ordres religieux. Pour avoir signé l'arrêté suspendant Pétion de ses fonctions de maire de Paris, il s'attira la haine des sociétés populaires et fut massacré à Gisors le 14 septembre 1792.



40 députés

NOBLESSE



## LALLY-TOLENDAL Trophime-Gérard, comte de

(1751 - 1830)

*Ancien capitaine en second au régiment de Cavalerie-cuirassiers*

Fils naturel de l'ancien gouverneur-général des Indes françaises décapité à Paris en 1766 et dont la réhabilitation avait été demandé par Voltaire. Favorable aux réformes, il accepta de se réunir au Tiers, non sans avoir exprimé ses réserves sur la question du vote par tête. Admirateur des institutions anglaises, il soutint le système des deux chambres et le veto royal, auquel il voulut même soumettre

les arrêtés du 4 août. Les excès de la Révolution, et notamment les journées des 5 et 6 octobre le conduisirent à démissionner le 2 novembre et à quitter la France. Rentré en 1792, il fut arrêté après le 10 août et libéré quelques jours avant les massacres de septembre. Emigré en Angleterre, il revint définitivement en France après le 18 brumaire et fut élevé à la pairie en 1815 par Louis XVIII.

## ROCHECHOUART Aimery-Louis-Roger, comte de

(1744 - 1791)

*Maréchal de camp, gouverneur général de l'Orléanais*

Libéral, il fut l'un des premiers nobles à se réunir au Tiers, et vota l'abolition des privilèges, mais la suite des événements refroidit son zèle, et il cessa de siéger.



## LUZIGNEM Hugues-Thibault-Henri-Jacques, marquis de

(1749 - 1814)

*Chevalier de Saint-Louis, mestre de camp commandant du régiment de Flandre-infanterie*

Partisan d'une monarchie constitutionnelle, il dut s'expatrier, ayant été inscrit sur la liste des émigrés pendant un voyage de trois mois qu'il

avait fait en Angleterre en 1792, muni pourtant d'un passeport de la municipalité de Paris.

### NOBLESSE

## DIONIS du SEJOUR Achille-Pierre

(1734 - 1794)

*Mathématicien et astronome, conseiller au parlement de Paris, membre de l'Académie des Sciences*

Il demanda que la contribution personnelle frappât surtout les spéculateurs sur biens nationaux. Après la Constituante, il fut nommé président d'un des six tribunaux de Paris.



## DU PORT Adrien-Jean-François

(1759 - 1798)

*Conseiller au parlement de Paris*

Membre de la fraction libérale, il défendit activement, en août 1789, la déclaration des Droits. Il proposa un plan d'organisation de la justice comportant la création de jurys en matière criminelle et civile. Il vota contre la peine de mort lors de la discussion du Code pénal. Après la

Constituante, il fut nommé président du tribunal criminel de la Seine, fonction qu'il abandonna au lendemain du 10 août. Arrêté à Melun en septembre, il s'évada et se réfugia en Angleterre, dont il revint après le 9 thermidor, pour émigrer de nouveau en Suisse après le 18 fructidor an V.



## LEPELETIER de SAINT-FARGEAU Louis-Michel

(1760 - 1793)

*Président à mortier au parlement de Paris*

D'abord hésitant, il vota ensuite avec la majorité de l'Assemblée. Il présenta en 1790 un projet de code pénal comportant l'abolition de la peine de mort. Elu de l'Yonne à la Convention, il vota néanmoins la mort

du roi et fut, pour cette raison, assassiné le 20 janvier 1793 par un garde-du-corps. Son mémoire sur l'organisation de l'instruction publique fut lu par Robespierre à la tribune de la Convention le 13 juillet.



## LEVIS-MIREPOIX Charles-Marie-Gaston-Philibert, comte de

(1753 - 1794)

*Chevalier de Saint-Louis, colonel du régiment d'infanterie Maréchal-de-Turenne*

Partisan de l'ancien régime, il fut incarcéré sous la Terreur et périt sur l'échafaud le 27 mai 1794.

40 députés

NOBLESSE

**MONTESQUIOU-FEZENSAC Anne-Pierre, marquis de**

(1739 - 1798)

*Maréchal de camp, membre de l'Académie française*

**A**u sein de l'Assemblée, il traita surtout de questions financières, obtint notamment la nomination d'une commission de surveillance du Trésor et fut rapporteur de la commission des assignats. Il rompit avec le parti des princes après l'affaire de Varennes, fut promu lieutenant-général en mai 1791 et devint administrateur de Paris après

la séparation de l'Assemblée. Commandant de l'armée du Midi, il occupa la Savoie à l'automne 1792. Il fut mis en accusation en novembre pour avoir négocié sans mandat l'éloignement des troupes suisses avec les magistrats de Genève et dut se réfugier près de Zürich jusqu'à la chute de Robespierre.

TIERS ETAT

**BAILLY Jean-Sylvain**

(1736 - 1793)

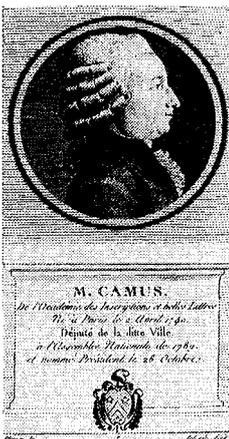
*Garde honoraire des tableaux du roi, astronome, membre de l'Académie française et de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*

**P**résident de l'Assemblée après la réunion des trois ordres, il entraîna, le 20 Juin, les députés à la salle du Jeu de Paume, le roi ayant fait fermer la salle des Etats. Nommé maire de Paris le 16 Juillet et premier à exercer cette fonction, il reçut Louis XVI à l'hôtel de ville et lui remit la cocarde aux deux couleurs de la ville. Lorsque le roi fut ramené de Varennes, il appliqua la loi

martiale contre les pétitionnaires réunis au Champ-de-Mars pour exiger la déchéance du monarque. Il démissionna en novembre 1791, mais refusa d'émigrer en Angleterre et fut arrêté après le 10 août 1792. Il comparut le 10 novembre 1793 devant le tribunal révolutionnaire et fut exécuté le surlendemain.

**CAMUS Armand-Gaston**

(1740 - 1804)

*Ancien avocat au parlement, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*

**L**un des premiers à prêter le serment du Jeu de Paume, l'Assemblée fit de lui son archiviste le 14 Août 1789. Il défendit la déclaration des Droits de l'Homme mais voulut y adjoindre une déclaration des devoirs. Elu de la Haute-Loire à la Convention, il fut l'un des commissaires qu'elle manda pour arrêter Dumouriez et les généraux suspects, mais tomba aux

mains des Autrichiens, qui le détinrent trente trois mois. Il entra le 23 vendémiaire an IV au Conseil des Cinq-Cents, dont il fut président quelque temps. Nommé garde des archives générales le 4 thermidor an VIII, il mit sur pied un système rigoureux de classement des documents et procès-verbaux des assemblées parlementaires.

## TIERS ÉTAT

### VIGNON Pierre

(1736-1823)

*Négociant, ancien juge-consul*

Il prêta le serment du Jeu de Paume et vota silencieusement avec la majorité. Rallié au 18 brumaire, il devint président du tribunal de commerce.

### BEVIERE Jean-Baptiste-Pierre

(1723 - 1807)

*Notaire à Paris*

Il siégea parmi les modérés, s'effaça pendant la période révolutionnaire et fut nommé maire du IVème arrondissement après le 18 brumaire, puis sénateur le 25 frimaire an XIII.

### POIGNOT Jean-Louis

(mort en 1791)

*Négociant mercier*

Il prêta le serment du Jeu de Paume, vota avec la majorité, fit partie des comités des monnaies et d'aliénation,

déposa un projet de remboursement de la dette exigible et exposa ses motifs sur la question des assignats.

### TRONCHET François-Denis

(1726 - 1806)

*Bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris*

L'un des membres les plus modérés du Tiers, il approuva néanmoins la nuit du 4 août, mais soutint le principe du veto absolu et la dualité des chambres. Désigné comme défenseur devant la Convention par Louis XVI, il accepta de l'assister et objecta en vain, après la condamnation à mort du roi, que la majorité des deux

tiers n'avait pas été atteinte. Suspect après le 31 mai, il se retira à Palaiseau jusqu'à la chute de Robespierre et fut membre du Conseil des Anciens, de vendémiaire an IV à prairial an VII. Après le 18 brumaire, il présida la commission de rédaction du code civil et fut nommé président du Sénat conservateur en 1802.



40 députés

TIERS ÉTAT

**DEBOURGE Augustin**

(1750 - 1834)

*Négociant, garde de l'épicerie*

Il siégea dans la majorité de l'Assemblée.

**MARTINEAU Louis-Simon**

(1733 - 1810)

*Avocat au parlement*

Moderé, il réclama, le 18 juillet 1789, l'organisation de milices bourgeoises pour rétablir le calme dans les villes, demanda l'extension aux Juifs

des droits politiques et protesta, en 1791, contre la pétition demandant l'abolition de la royauté.

**GERMAIN d'ORSANVILLE Ambroise-François**

(1726 - 1821)

*Orfèvre*

Il s'opposa en 1790 à l'émission de billets de la Banque d'escompte et en 1791 à l'émission d'assignats de moins

de 5 livres. Plus tard, il se livra à des spéculations et devint l'un des directeurs de la Banque de France.

**GUILLOTIN Joseph-Ignace**

(1738 - 1814)

*Docteur en médecine de la faculté de Paris*

Lors de la convocation des Etats Généraux, il réclama pour le tiers état un nombre de députés égal à celui des deux autres ordres réunis. Ce fut lui qui proposa à l'Assemblée de se réunir dans la salle du Jeu de Paume lorsque le roi fit occuper la salle des Etats. Il fut également à l'origine de la disposition de la salle des séances en amphithéâtre, pour des raisons de salubrité. Il fit approuver, le 20 janvier 1790, le

principe de l'égalité de tous devant la peine de mort, la décapitation étant jusqu'alors réservée aux nobles. Un modèle fut construit, qui s'inspirait d'une machine depuis longtemps en usage en Italie. L'appellation qui lui fut donnée par le peuple causa une vive peine à son initiateur, qui faillit en faire lui-même l'épreuve : arrêté comme suspect sous la Terreur, il ne dut la vie et la liberté qu'au 9 thermidor.



### TIERS ÉTAT

## TREILHARD Jean-Baptiste

(1742 - 1810)

*Avocat au parlement de Paris, inspecteur général des domaines*

Il prit une part active aux travaux de l'Assemblée, fit notamment adopter les décrets relatifs au clergé et à la constitution civile, ainsi que la suppression des ordres religieux et la mise de leurs biens à la disposition de la nation. Après la Constituante, il présida le tribunal criminel du département de Paris et fut élu de Seine-et-Oise à la Convention. Il vota la mort du roi avec sursis, fut élu au comité de salut public et se rendit en

Dordogne et Gironde pour réprimer l'agitation, mais fut arrêté et détenu quelques jours. Remplacé par Tallien, il s'effaça jusqu'au 9 thermidor. Président du Conseil des Cinq-Cents sous le Directoire, il fut élu Directeur en mai 1798, mais son éligibilité fut vivement contestée en droit. Il accueillit avec résignation le coup d'Etat du 18 brumaire, fut nommé au tribunal de la Seine en 1800 et au Conseil d'Etat en 1802.



## BERTHEREAU Thomas

(1733 - 1817)

*Procureur au Châtelet*

Il joua dans l'Assemblée un rôle des plus modestes et devint plus tard président du tribunal de première instance de Paris.

## DEMEUNIER Jean-Nicolas

(1751 - 1814)

*Censeur royal, secrétaire du comte de Provence*

Il fit partie du comité de Constitution, participa aux travaux sur la déclaration des Droits de l'Homme et fut élu administrateur de la ville de Paris après la Constituante, mais donna sa démission lors de la rentrée de Pétion à l'hôtel de ville et partit pour

les Etats-Unis. Rentré en France en 1796, il fut candidat au Directoire et fut nommé président du Tribunat en 1800, puis membre du Sénat conservateur le 28 nivôse an X, comte de l'Empire en 1808.



40 députés

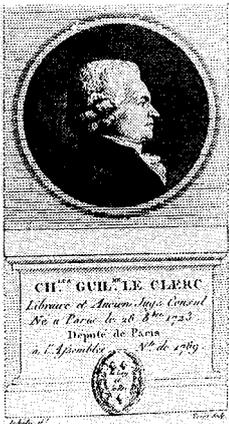
TIERS ÉTAT

**GARNIER Jean-Baptiste-Etienne**

(1756 - 1817)

*Conseiller au Châtelet de Paris*

Il siégea dans la majorité réformatrice, se tint à l'écart après la Constituante. Il occupa diverses fonctions publiques sous le Consulat et l'Empire. Rallié à la Restauration, il fut élu à la Chambre des Représentants en mai 1815.

**LE CLERC Charles-Guillaume**

(1723 - 1795)

*Libraire, ancien juge-consul*

Inspecteur de l'imprimerie de l'Assemblée, il fut nommé juge après la Constituante.

**HUTTEAU François-Louis**

(1729 - 1807)

*Ancien avocat au parlement, membre de l'assemblée provinciale de la généralité d'Orléans*

Il fut le seul de sa députation à signer la déclaration protestant contre les lois qui limitaient le pouvoir royal. Suspect en 1793, il fut sauvé de l'arrestation par la population de son bourg natal, Malesherbes.

**DOSFANT Jean-Antoine**

(1724 - 1798)

*Notaire à Paris*

Sa seule intervention connue, en date du 18 juillet 1790, a trait à la question des dispenses de mariage.

### TIERS ÉTAT

## ANSON Pierre-Hubert

(1744 - 1810)

*Agrégé de la faculté de Droit, receveur général du Dauphiné*

Membre du comité de Constitution, rédacteur du projet du 6ème bureau qui servit de base à la déclaration des Droits de l'Homme. Il appuya la politique financière de Necker et fut chargé à plusieurs reprises de rendre compte des travaux du comité des Finances. Nommé administrateur du département de la Seine en octobre 1791, il signa la

pétition demandant au roi d'opposer son veto au décret sur les prêtres non assermentés. Il quitta ses fonctions au retour de Pétion en juillet 1792. Devenu suspect en 1793, il parvint à se cacher et revint à la vie publique en l'an VIII, pour devenir régisseur général des postes et président du conseil général de la Seine.



## LE MOINE Alexandre-Nicolas

(1736 - 1816)

*Orfèvre, grand-garde de l'orfèvrerie*

Le *Moniteur* n'a gardé aucune trace de son rôle parlementaire. Sous l'Empire, il fut juge au tribunal de commerce et premier adjoint au maire

du 11ème arrondissement, qui comprenait alors "les divisions des Thermes, du Luxembourg, du Théâtre-Français et du Pont Neuf".



## SIEYES Emmanuel-Joseph

(1748 - 1836)

*Chancelier du chapitre de la cathédrale de Chartres, vicaire général du diocèse de Chartres, conseiller commissaire à la chambre du clergé de France, membre de l'assemblée provinciale d'Orléans*

Il publia notamment l'*Essai sur les privilèges en 1788* et *Qu'est-ce que le Tiers Etat ?* en janvier 1789. L'un des instigateurs de la réunion des trois ordres, il rédigea la formule du serment du Jeu de Paume. Auteur d'un projet de déclaration des Droits de l'Homme, il ne prit pas part aux débats. Organisateur du "Club breton", noyau du futur Club des Jacobins, il fit décréter la division de la France en départements. Partisan de la tolérance religieuse et de la monarchie constitutionnelle, il se retira à la campagne après la Constituante. Elu de la Sarthe à la Convention, il se tint dans une prudente réserve, mais vota la mort

du roi. Il déposa ses lettres de prêtrise en novembre 1793, fit réintégrer en 1795 les députés arrêtés comme complices des Girondins et fut élu au Conseil des Cinq-Cents le 23 vendémiaire an IV. Ayant remplacé Rewbell au Directoire le 16 mai 1799, Il prépara l'adhésion des députés les plus influents au coup d'Etat du 18 brumaire et fut nommé consul provisoire, mais Bonaparte l'écarta du pouvoir dès le 22 frimaire an VIII en le nommant sénateur. Il vota la déchéance de l'empereur dès le 2 avril 1814, mais émigra en Belgique en décembre 1815, par crainte de la réaction, et rentra en France lors de la révolution de 1830.



40 députés

**SUPLÉANTS AYANT SIÉGÉ****CLERGÉ****BERARDIER de BATAUT David-François-Joseph**

(1735 - 1794)

*Grand-maître du collège Louis-le-Grand*

Admis à siéger le 22 janvier 1790 en remplacement de l'abbé Legros, décédé, il vota constamment avec la droite et signa la protestation du 12 septembre 1791 contre les décrets de

l'Assemblée. Détenu comme suspect, il fut sauvé des massacres de septembre par son ancien élève Camille Desmoulins.

**CAYLA de LA GARDE Jean-Félix**

(1734 - 1800)

*Supérieur général de Saint-Lazare*

Admis à siéger le 6 novembre 1789 en remplacement de l'abbé Veytard, démissionnaire, il fit partie de la minorité.

**NOBLESSE****BEAUHARNAIS François, marquis de**

(1756 - 1846)

*Colonel à la suite des dragons*

Appelé à siéger le 3 novembre 1789 en remplacement du marquis de Lally-Tolendal, démissionnaire, il se montra peu favorable aux idées nouvelles et émigra après avoir tenté, à la fin de 1792, de délivrer la famille

royale enfermée au Temple. Rentré en France en 1802, il se rallia à l'Empire et fut nommé ambassadeur en Etrurie, puis en Espagne, avant d'être exilé en Sologne à la suite d'un différend avec Napoléon.

**TIERS ÉTAT****DELAVIGNE Jacques**

(1743 - 1824)

*Avocat au parlement*

Il fut appelé à siéger le 1er février 1791, quelques mois avant la clôture de la session, en remplacement de Poignot décédé.



# PRÉVÔTÉ ET VICOMTÉ DE PARIS HORS LES MURS

BAILLIAGES SECONDAIRES :  
CHOISY-LE-ROI, VINCENNES, MEUDON, VERSAILLES

CLERGÉ

2

16 députés

## LE GUEN Pierre-Marie

(1722 - 1789)

*Curé d'Argenteuil, doyen rural de Montmorency*

Elu le 21 avril et décédé le 24 Juin,  
il eut à peine le temps de siéger.

## MELON de PRADOUX Martial

*Curé de Saint-Germain-en-Laye*

Il accompagna le roi à Paris le 6  
octobre 1789.

## BEAUVAIS, Jean-Baptiste-Charles-Marie de

(1731 - 1790)

*Ancien évêque de Senes, ancien prédicateur de la Cour*

Proche de Mgr de Juigné, il eut dans  
l'Assemblée un rôle effacé et  
mourut pendant la session.

## COULMIERS, François SIMONNET de

(1741 - 1818)

*Abbé régulier de Notre-Dame d'Abbecourt*

Signataire de l'abandon des dîmes, il  
s'associa à une déclaration de la  
minorité contre les décrets pris en  
matière de religion, puis se rétracta le

1er juillet 1790 et prêta ensuite le  
serment civique. Il fut de nouveau  
membre du Corps Législatif de l'an VIII  
à 1808.



# PRÉVÔTÉ ET VICOMTÉ DE PARIS HORS LES MURS

BAILLIAGES SECONDAIRES :  
CHOISY-LE-ROI, VINCENNES, MEUDON, VERSAILLES

16 députés

NOBLESSE



## EPRÉMESNIL, Jean-Jacques DU VAL d'

(1746 - 1794)

*Conseiller au parlement de Paris*

**A**dversaire, au prix de sa liberté, des lettres de cachet et des édits établissant l'impôt du timbre et l'impôt territorial sous l'ancien régime, il devint une fois élu, l'un des plus virulents ennemis des idées nouvelles, causant de nombreux incidents de séance. Il s'opposa notamment à la réunion des ordres et au vote par tête, aux décrets tendant à restreindre l'autorité royale, à

la constitution civile du clergé, à la liberté du commerce de l'argent et présenta plusieurs motions afin de faire réprimer les troubles dans les départements. Refusant d'émigrer en Angleterre, il fut arrêté sur ses terres de Normandie, conduit à Paris, condamné à mort par le tribunal révolutionnaire et exécuté le 22 Avril 1794.

## CASTRIES, Armand-Charles-Augustin de LA CROIX, duc de

(1756 - 1842)

*Maréchal de camp, lieutenant général du Lyonnais et du Forez*

**I**l défendit énergiquement les prérogatives de la royauté et émigra à Lausanne, puis en Allemagne à la suite du pillage de son hôtel particulier. Il organisa un corps spécial d'émigrés qu'il conduisit au Portugal en 1795 et

ne retourna en France qu'à la première Restauration. Nommé pair de France en 1814, il commanda plusieurs divisions militaires et devint secrétaire de la Chambre des Pairs en 1826.



## ORMESSON de NOYSEAU, Anne-Louis-François-de-Paule LEFÈVRE d'

(1753 - 1794)

*Président à mortier au parlement de Paris*

**P**artisan du vote par tête, mais hostile à l'abolition des droits féodaux, il signa les protestations de septembre 1791 contre les actes de l'Assemblée.

Arrêté comme royaliste et condamné à mort, il fut exécuté le 20 avril 1794 avec 21 autres magistrats des parlements de Paris et de Toulouse.

# PRÉVÔTÉ ET VICOMTÉ DE PARIS HORS LES MURS

BAILLIAGES SECONDAIRES :  
CHOISY-LE-ROI, VINCENNES, MEUDON, VERSAILLES

*NOBLESSE*

## CRUSSOL Alexandre-charles-Emmanuel, bailli de

(1743 - 1815)

*Grand-croix non profès de l'ordre de Saint Jean de Jérusalem, maréchal de camp*

Ennemi des idées nouvelles, il se plaignit, à la séance du 5 août, d'avoir eu, la veille, sa voiture arrêtée sur la place d'armes par la milice bourgeoise. Louis XVIII le nomma pair de France en 1814.

*TIERS ÉTAT*

## AFFORTY Pierre

(1724 - 1802)

*Cultivateur à Villepinte*

Aucune mention n'est faite de son nom dans les procès-verbaux parus au *Moniteur*.

## DUVIVIER Pierre-Charles

(1728 - 1803)

*Propriétaire cultivateur à Bonneuil*

Il appartient à la majorité de l'Assemblée, au sein de laquelle il joua un rôle des plus effacés.

## CHEVALIER Etienne

(Né en 1750)

*Vigneron à Argenteuil*

Ardent partisan des réformes, il fit imprimer une brochure intitulée *Vœux d'un patriote et réflexions soumises à MM. les députés des trois*

*ordres composant les États Généraux du royaume*, dans laquelle il réclamait l'union des "communes" avec les deux ordres privilégiés.

2

16 députés



# PRÉVÔTÉ ET VICOMTÉ DE PARIS HORS LES MURS

BAILLIAGES SECONDAIRES :  
CHOISY-LE-ROI, VINCENNES, MEUDON, VERSAILLES

16 députés

*TIERS ÉTAT*



## TARGET Guy-Jean-Baptiste

(1733 - 1806)

*Avocat au parlement de Paris, membre de l'Académie française*

Il avait pris parti en 1771 pour le Parlement contre Maupeou et contribué à faire restaurer l'état civil aux protestants en 1787. Elu, il proposa que le Tiers se constituât en Assemblée nationale et adjura solennellement les députés du Clergé de se joindre aux Communes. Auteur d'un projet de déclaration des Droits de l'Homme, il intervint fréquemment dans le débat. Il fit garantir la dette publique, s'opposa

au bicaméralisme et soutint le principe d'un veto suspensif. Il organisa le cérémonial de la Fête de la Fédération. En décembre 1792, il refusa de défendre Louis XVI devant la Convention, mais présenta des observations tendant à son acquittement. Sous la Terreur, il fut secrétaire du comité révolutionnaire de sa section. En 1797, il fut nommé juge au tribunal de Cassation.



## DUCELLIER François-Jacques

(1726 - 1801)

*Avocat au parlement de Paris*

Il se prononça "pour que la religion catholique, apostolique et romaine fût maintenue dans sa pureté et déclarée la seule religion d'Etat" et

"pour la conservation du gouvernement monarchique, de l'inviolabilité du roi et du respect dû à sa personne sacrée".



## BOISLANDRY, François-Louis LEGRAND de

(1750-1834)

*Négociant à Versailles*

Membre du comité ecclésiastique et du comité de la Constitution, il s'opposa à Mirabeau sur la création d'assignats et s'éleva en 1791 contre l'établissement des octrois.

# PRÉVÔTÉ ET VICOMTÉ DE PARIS HORS LES MURS

BAILLIAGES SECONDAIRES :  
CHOISY-LE-ROI, VINCENNES, MEUDON, VERSAILLES

*TIERS ÉTAT*

2

16 députés

## LENOIR de LA ROCHE Jean-Jacques

(1749-1825)

*Avocat au parlement de Paris*

Il intervint très rarement à la tribune et publia plus tard une brochure pour démontrer que la Convention n'avait pas le droit de juger le roi. Il reconnut par la suite la forme républicaine et s'opposa, sous le Directoire, aux propositions tendant à

préparer le retour des Bourbons. Elu en l'an VI au Conseil des Anciens, il se rallia au 18 brumaire et entra en l'an VIII au Sénat conservateur. Ayant adhéré en avril 1814 à la déchéance de Napoléon, il fut nommé pair de France par Louis XVIII.

## GUILLAUME Louis-Marie

(1750-1794)

*Avocat au parlement*

Après la Constituante, il fut nommé avocat près le tribunal de Cassation. Suspect pour avoir rédigé une protestation après la journée du 20 juin 1792, il vécut retiré jusqu'à sa mort.



VIRE LIANE, DE MOIR

LOUIS MARIE GUILLAUME  
Avocat aux Cours de Paris  
Né à Paris le 22 Janvier 1750  
Vingtième de la Cité Ville  
à l'Assemblée Nationale de 1789  
1790

## SUPLÉANTS AYANT SIÉGÉ

*CLERGÉ*

## PAPIN Léger

(1742-1821)

*Curé-prieur de Marly-la-Ville*

Il fut appelé à siéger le 24 juin 1789 en remplacement de l'abbé Le Guen, décédé. Partisan des idées nouvelles, il prêta le serment ecclésiastique et quitta la vie publique après la Constituante.



LEGER CLAUDE GANDOLPHE  
Né à Paris le 2 Mars 1749  
Curé de Sèvres  
Député de la 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> de Paris  
à l'Assemblée Nationale de 1789

## GANDOLPHE Jérôme-Claude

(1749-1810)

*Curé de Sèvres*

Il fut appelé à siéger le 9 avril 1790 en remplacement de Mgr de Beauvais, décédé.

BAILLIAGE SECONDAIRE :  
MONTEREAU

4 députés

**CLERGÉ**

**LA ROCHEFOUCAULD du BREUIL, Charles-François de**

(né en 1753)

*Abbé commendataire de Preuilly, vicaire général du diocèse d'Aix*

**S**on rôle parlementaire fut très effacé.

**NOBLESSE**

**PAROY, Guy LE GENTIL, marquis de**

(1728 - 1807)

*Seigneur d'Auxence, les Thillières et autres lieux, lieutenant pour le roi au gouvernement de Champagne et Brie, grand bailli d'épée des bailliages de Provins et Montereau*

**I**l vota à droite, accompagna le roi à Paris le 16 juillet 1789, demanda un congé en Avril 1790 et démissionna en mai 1791.

**TIERS ÉTAT**

**DAVOST Jean-Charles**

*Cultivateur à Voulton, greffier du point d'honneur au bailliage de Provins*

**I**l vota avec la majorité de l'Assemblée.

**ROUSSELET Michel-Louis**

(1746 - 1834)

*Avocat du roi au bailliage de Provins*

**I**l prêta le serment du Jeu de Paume, soutint la déclaration des Droits de l'Homme et prit parti pour la gratuité de la justice. Après la

Constituante, il fut assesseur du juge de paix, puis conseiller municipal sous le Consulat.



# BAILLIAGE DE PROVINS

BAILLIAGE SECONDAIRE :  
MONTEREAU

3

4 députés

## *SUPPLÉANT AYANT SIÉGÉ*

*TIERS ÉTAT*

### **BILLY Joachim-Nicolas**

(1748 - 1831)

*Négociant à Bosnard, paroisse de Lourps*

Il fut admis à siéger le 17 Mai 1791 en remplacement du marquis de Paroy, démissionnaire. Il vota avec la gauche de l'Assemblée et devint, après la Constituante, officier municipal puis assesseur du juge de paix à Provins.

4 députés

CLERGÉ

**THIBAUT Anne-Alexandre-Marie**

(1749 - 1813)

*Curé de Souppes*

Partisan des idées nouvelles, il vota constamment avec la majorité. Devenu évêque constitutionnel du Cantal en mars 1791, il fut député de ce département à la Convention. Il se rallia au parti de la Gironde après le procès du roi et se démit de ses fonctions

épiscopales. Après la chute de Robespierre, il prit part à la répression de l'insurrection de germinal an III et fut élu député du Cantal au Conseil des Cinq-Cents. Favorable au 18 brumaire, il fut nommé au Tribunal, puis en fut éliminé en 1802.

NOBLESSE

**NOAILLES Louis-Marie, vicomte de**

(1756 - 1804)

*Lieutenant général en Guyenne, grand bailli d'épée de Nemours, colonel commandant du régiment des chasseurs d'Alsace*

Opposé à la réunion des trois ordres, il qualifia "d'évènement désastreux" la prise de la Bastille, mais proposa néanmoins, la nuit du 4 août, que l'impôt fut payé par chacun en proportion de son revenu. Membre du comité militaire, il présenta un plan de réorganisation de l'armée. Après la fuite du roi, en juin 1791, il prêta serment de fidélité à la Constitution. Nommé

maréchal de camp et gouverneur de Sedan, il fut battu à Gliswell en mai 1792 par les troupes du duc de Saxe-Teschén, donna sa démission et émigra en Angleterre, puis en Amérique. Rayé des listes d'émigrés en 1800, il reprit du service sous le Consulat et mourut à La Havane des blessures reçues lors de l'évacuation de Saint-Domingue.

TIERS ÉTAT

**DU PONT de NEMOURS Pierre-Samuel**

(1739 - 1817)

*Economiste, ancien secrétaire du conseil de l'instruction publique du royaume de Pologne, conseiller d'Etat, propriétaire-cultivateur à Chevannes*

Théoricien de la *physiocratie*, partisan de Turgot, il fut membre du comité des subsistances, appuya le plan de Necker sur la Caisse d'escompte, fit adopter un décret sur la vente et le prix du sel, et s'opposa vigoureusement à l'émission des assignats. Impopulaire de ce fait, ainsi que pour sa fidélité à Louis XVI, il dut se cacher après le 10 Août, ayant assuré ce jour-là la protection du roi. Dénoncé et arrêté, il fut libéré après le 9

thermidor. Élu du Loiret au Conseil des Cinq-Cents, il y suivit la même ligne politique qu'à la Constituante et fit paraître le journal *l'Historien*, très hostile au Directoire. Il faillit être déporté pour ce fait et s'embarqua avec ses deux fils pour les États-Unis en septembre 1799. Rentré en France en 1802, il fut secrétaire du gouvernement provisoire en 1814 et rejoignit définitivement ses fils en Amérique au retour de Napoléon.

## *TIERS ÉTAT*

### **BERTHIER Pierre**

(1715 - 1790)

*Bailli de Puiseaux*

**I**l ne siégea que quelques mois.

### ***SUPPLÉANT AYANT SIÉGÉ***

## *TIERS ÉTAT*

### **BORDIER Joseph-Etienne**

(1745 - 1813)

*Lieutenant particulier au bailliage de Nemours*

**A**ppelé à siéger le 23 janvier 1790 en remplacement de Berthier, décédé. Il vota avec la gauche et devint juge de paix en 1793.

4 députés

**CLERGÉ****BARBOU Pierre-Louis***Curé d'Illes-les-Villenoy*

**T**rès opposé au mouvement révolutionnaire, il démissionna le 15 octobre 1789, quelques jours après la marche du peuple sur Versailles. Arrêté comme suspect, il fut condamné à la déportation le 2 avril 1793.

**NOBLESSE****AGUESSEAU Henry-Cardin-Jean-Baptiste, marquis d'**

(1752 - 1826)

*Conseiller d'État, grand-prévôt maître des cérémonies, membre de l'Académie française*

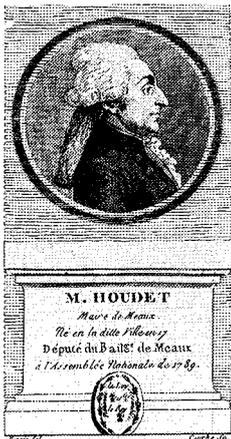
**L**un des premiers de son ordre à se réunir au Tiers, il démissionna en juin 1790. Il fut dénoncé à la séance de l'Assemblée du 4 juin 1792 comme projetant l'enlèvement du roi et la dissolution de l'Assemblée. L'affaire n'eut pas de suites, mais il se tint longtemps à l'abri et ne revint à la vie publique qu'après le 18 brumaire, comme président du tribunal d'appel de Paris. Ministre plénipotentiaire à Copenhague en 1803, sénateur en 1805 il fut nommé pair de France par Louis XVIII en 1814.

**TIERS ÉTAT****HOUDET Guillaume-Benoît**

(1744 - 1812)

*Lieutenant criminel à Meaux*

**I**l ne prit la parole que pour proposer de placer Laborde, lieutenant général de Crécy, sous la sauvegarde de la loi.

**DESESCOUTES Thomas-Joseph**

(1736 - 1791)

*Négociant en bois et maître-tanneur à Coulommiers*

**I**l démissionna en mai 1790.

## SUPLÉANTS AYANT SIÉGÉ

### CLERGÉ

#### **RUALEM, Pierre-Jean de**

*Abbé commendataire de l'abbaye royale de Saint-Faron, conseiller au parlement de Rouen*

Appelé à siéger le 30 octobre 1789 en remplacement de l'abbé Barbou, démissionnaire, il signa les protestations de septembre de 1791 contre les actes de l'Assemblée et immigra.

### TIERS ÉTAT

#### **DUBUAT François-Marie**

(1752 - 1807)

*Conseiller au présidial de Meaux*

Il fut admis à siéger le 14 mai 1790 en remplacement du marquis d'Aguesseau, démissionnaire.

#### **MÉNAGER Antoine-Jean-François**

(1756 - 1826)

*Négociant à Germigny-l'Évêque*

Admis à siéger le 19 mai 1790 en remplacement de Desescoutes, démissionnaire, il devint conseiller général en 1808 et fut élu député de Seine-et-Marne en octobre 1816. Créé baron par Louis XVIII.



CLERGÉ**CHOPIER Claude-François-Guillaume-Gabriel***Curé de Flins*

**L**e *Moniteur* ne fait pas mention de son rôle au sein de l'Assemblée.

NOBLESSE**GAILLON, Antoine VION, marquis de**

(1731 - 1812)

*Seigneur de Tessancourt, ancien capitaine de cavalerie*

**I**l demanda l'abolition du droit d'aînesse.

TIERS ÉTAT**GERMIOT Joseph**

(né en 1736)

*Cultivateur à Menucourt, chevalier de la Société d'agriculture*

**I**l appuya de ses votes les revendications de son ordre et ne parut pas à la tribune.

**MEUSNIER DU BREUIL Jean-Baptiste**

(né en 1754)

*Conseiller du roi, lieutenant général civil et de police au bailliage et siège présidial de Mantes*

**I**l prêta le serment du Jeu de Paume et fit parti du comité de judicature jusqu'en février 1791.



## CLERGÉ

### DAVID Lucien

(1730 - 1792)

*Curé de Lormaison*

Il joua dans l'Assemblée un rôle peu important, et son nom ne figure pas au *Moniteur*

## NOBLESSE

### CRILLON, François-Félix-Dorothee DES BALBES de BERTON, comte de, dit "crillon le jeune"

(1748 - 1820)

*Maréchal de camp, grand bailli d'épée du bailliage de Beauvais*

Il fut l'un des premiers nobles à se réunir au Tiers, mais parla toujours en faveur des droits de la couronne. Il réunit chez lui la Société des Amis de la Constitution, futur Club des Feuillants.

Il se tint en retrait durant la période révolutionnaire et devint conseiller général de l'Oise sous l'Empire. Louis XVIII le nomma pair de France en 1815 et duc en 1817.

## TIERS ÉTAT

### OUDAILLE Pierre

(né en 1732)

*Cultivateur*

Il fit décréter la résiliation des baux à loyer de la régie des traites.

### MILLON de MONTHERLANT François

(1726 - 1794)

*Avocat au parlement et syndic de Beauvais*

Receveur du district de Chaumont après la Constituante, il fut arrêté en 1794 pour avoir donné asile à un émigré, condamné à mort et exécuté le 23 juin.



BAILLIAGES SECONDAIRES :

BEAUMONT-SUR-OISE, CHAMBLY, COMPIÈGNE, CREIL, PONTOISE

4 députés

## CLERGÉ

**MASSIEU Jean-Baptiste**

(1743 - 1818)

*Curé de Cergy*

Il fut l'un des premiers à se joindre à ses collègues du Tiers, dont il appuya les revendications. Ayant prêté en décembre 1790 le serment prescrit par la constitution civile du clergé, il fut nommé évêque constitutionnel de l'Oise en février 1791 et fut élu de ce département à la Convention. Il résigna ses fonctions épiscopales en 1793, se maria, inaugura le Temple de la Raison

à Sedan où il avait été envoyé en mission. Il fut ensuite à Reims où il multiplia les arrestations. Décrété d'arrestation après thermidor, il bénéficia de la loi d'amnistie du 4 brumaire an IV. Archiviste du bureau de la guerre jusqu'en 1815, il dut s'exiler l'année suivante à Bruxelles, frappé par la loi sur les régicides.

## NOBLESSE

**LEVIS Pierre-Marc-Gaston, duc de**

(1764 - 1830)

*Grand bailli d'épée du bailliage de Senlis*

Après avoir hésité, il se rallia aux réformes, notamment au principe d'une déclaration des Droits, puis revint au parti de l'ancien régime et émigra en 1792 pour servir dans l'armée des

princes. Il revint en France après le 18 brumaire et fut nommé par Louis XVIII pair de France en 1814 et membre du conseil privé en 1815.

## TIERS ÉTAT

**LE BLANC Charles-Christophe***Conseiller au bailliage provincial et siège présidial de Senlis, maire de Senlis*

Il vota avec la majorité réformatrice et fut nommé juge au tribunal de Senlis en octobre 1790.

**DELACOUR Nicolas-Pierre-Antoine**

(né en 1738)

*Cultivateur à Ableiges*

Son nom n'est pas mentionné au *Moniteur*.



# BAILLIAGE DE SENS

BAILLIAGE SECONDAIRE :  
VILLENEUVE-SUR-YONNE

9

4 députés

## CLERGÉ

### **COSTEL Claude-Marie**

(1729 - 1813)

*Curé de Foissy*

Il ne prit jamais la parole à l'Assemblée et n'y eut qu'un rôle effacé.

## NOBLESSE

### **MORTEMART, Victurnien-Jean-Baptiste-Marie de ROCHECHOUART, duc de**

(1752 - 1812)

*Pair de France, prince de Tonny-Charente, maréchal de camp*

Il soutint les projets de Necker, mais s'opposa aux réformes de la majorité et donna sa démission en avril 1790. Emigré en 1791, il joignit l'armée des

princes, puis George III lui confia le commandement d'un corps d'émigrés à la solde de l'Angleterre. Il rentra en France après la paix d'Amiens.

## TIERS ÉTAT

### **JAILLANT Jean-Jérôme**

(1746 - 1814)

*Lieutenant général au bailliage de Sens*

Il manifesta des opinions modérées et se tint en retrait après la Constituante. Il fut nommé procureur général de la justice criminelle de l'Aube en germinal an VIII.

### **MENU de CHOMORCEAU Jean-Etienne**

(1724 - 1802)

*Lieutenant général honoraire du bailliage de Villeneuve-le-Roi*

Il prêta le serment du Jeu de Paume, accompagna le roi à Paris le 16 juillet 1789, assista à la translation des cendres

de Voltaire à Sainte-Geneviève en juillet 1791 et commença à rédiger un *Dictionnaire de chevalerie*.



**SUPLÉANT AYANT SIÉGÉ****NOBLESSE****MAUBEC, Louis-Gabriel PLANELLI de MASCRANY de LA VALLETTE, marquis de**

(1744 - 1832)

*L'un des quatre premiers barons du Dauphiné, seigneur de Thorigny et autres lieux, capitaine en second aux gardes françaises*

**A**dmis à siéger le 21 avril 1790 en remplacement du duc de Mortemart, démissionnaire, il soutint l'ancien régime et fut nommé, en 1816, maréchal de camp.

### CLERGÉ

#### PERIER Charles-César

(1748 - 1797)

*Curé de Saint-Pierre d'Etampes*

**D'**abord opposé à la réunion des trois ordres, il se rallia le 25 juin à l'opinion opposée et prêta le serment ecclésiastique en janvier 1791. Il quitta la vie politique après la Constituante.



### NOBLESSE

#### POILLOÛE de SAINT-MARS Jacques-Auguste, marquis de

(1739 - 1794)

*Ancien officier-major et lieutenant des gardes françaises*

**I**l opina silencieusement avec les partisans de l'ancien régime.



### TIERS ÉTAT

#### LABORDE de MERVILLE, François-Louis-Jean-Joseph de

(1761- 1801)

*Garde du Trésor royal*

**I**l siégea sur les bancs de la gauche, fit voter l'impression de l'état des finances et fut chargé de recevoir à l'hôtel des monnaies l'argenterie des églises, fabriques, chapelles et

confréries. Il offrit cinquante mille livres au comité des recherches. Dénoncé au tribunal révolutionnaire sous la Terreur, il échappa aux poursuites et se réfugia en Angleterre.



#### GIDOIN Louis

(1727 - 1804)

*Ancien receveur de Châlons-la-Reine*

**I**l joua un rôle effacé, qui n'a pas laissé de trace au *Moniteur*.

